

Une taxe sur les plus-values de plus de 10 millions

■ Le fédéral précise ses pistes pour boucler le budget et le tax shift.

Les ministres du gouvernement fédéral se sont à nouveau affrontés hier à coup de chiffres. A l'heure où nous bouclons cet article, il n'y a toujours pas de fumée blanche au-dessus des chemins de Val Duchesse, là où les négociations pour dénicher des milliards se déroulent.

Pour rappel, l'équipe de Charles Michel doit boucher le trou du budget 2015 et tracer les grandes lignes de l'exercice 2016 (près de 2 milliards d'euros à trouver au total) tout en ficelant le fameux tax shift... Ce glissement fiscal du travail vers d'autres ressources pour les pouvoirs publics devrait s'élever de 3,5 à 5 milliards d'euros (en intégrant les mesures fiscales déjà adoptées depuis l'entrée en fonction du gouvernement Michel I^{er}).

Bref, le travail à abattre est énorme, les pourparlers entre "suédois" secrets. Toutefois, "La Libre" a pu prendre connaissance d'une série de pistes explorées pour faire rentrer du cash. Voici le menu que réserve à ce stade la "suédoise" aux Belges pour récu-

pérer de l'argent là où c'est possible:

- le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. C'est le poste budgétaire qui revient toujours lorsqu'une majorité fédérale ou l'autre souhaite équilibrer ses comptes, ça ne mange pas de pain. Sauf qu'ici on nous annonce, dans les coulisses des négociations, une utilisation massive de cette mesure pour renflouer les caisses de l'Etat. Certaines sources évoquent la possibilité d'une nouvelle régularisation fiscale (dans le style de la DLU) mais cette information n'a pas pu être confirmée;

- fiscalité environnementale et santé. Comme déjà annoncé dans ces colonnes, il s'agirait d'augmenter les accises sur le tabac et sur l'alcool et d'augmenter les accises sur le diesel. Inversement, il y aurait une baisse des accises sur l'essence. A terme, il s'agit d'équilibrer les prix entre les deux. Par ailleurs, une taxe "santé" sur les sodas est à l'ordre du jour: elle frapperait les

boissons à haute teneur en sucre. Au total, toutes ces mesures devraient rapporter 400 millions;

- hausse de la TVA. Un peu

moins de 600 millions en recettes supplémentaires sont sur la table grâce à la hausse de la TVA sur l'électricité à 21 % et à la hausse du rendement de la TVA. Les modalités ne sont pas encore certaines: il pourrait s'agir d'une augmentation du taux de 21 à 22 % mais il y aurait alors un impact sur l'index. La mesure étant également assez impopulaire, pour équilibrer, le taux de 6 % pourrait passer à 5,5 % ou 5 % sur certains achats;

- taxe sur les plus-values. Le CD&V la voulait, le CD&V est peut-être bien en passe de l'obtenir... Il s'agit surtout d'une victoire symbolique: l'introduction d'une taxe sur les plus-values boursières de

plus de 10 millions d'euros rapportait environ 70 millions d'euros. Tout le monde a encore en tête la plus-value non taxée de 1,45 mil-

liard de Marc Coucke lors de la revente d'Omega Pharma;

- hausse du précompte mobilier. Une hausse du précompte mobilier de 25 à 27 % est évoquée. Certains parlent même d'un taux de 28 %. La mesure épargnerait toutefois les PME.

F.C. et M.Co.

400

MILLIONS D'EUROS

C'est le montant que pourrait rapporter le "package" des taxes environnementales et des taxes "santé".

70

MILLIONS D'EUROS

C'est ce que rapporterait la taxe sur les plus-values boursières actuellement sur la table des négociations.